L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. P. WEISSE & Co. Rue de Chartres No 72, Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 4 DECEMBRE 1860.

G. P. WEISSE, E. DUFOUR, E. DUVERGER, G. MARET } Editeurs-Propriétaires.

Nouvelle-Orléans, MARDI MATIN, 4 DECEMBRE.

☞ Pour la feuilleton, voir la seconde page.

Abonnés à la Semaine.

Nos porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

MARCHE AUX BESTIAUX.

Nous avons commencé hier et nous continuerons désormais de publier un rapport quotidien du *Marché aux Bestiaux*. L'étendue des opérations qui se font dans ce marché important aux journaux qui veulent convaincre de plus en plus leur sphère d'utilité l'obligation d'en enregistrer les variations, de tenir leurs lecteurs au courant des arrivages de bestiaux nécessaires à l'alimentation publique, et de les renseigner sur les prix de la place. Le samedi matin, l'*Abeille* renfermera une revue de la semaine. La revue et le rapport quotidien se trouveront à la 2me page du journal, à la suite du Bulletin Commercial.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par E. Roger A. Co, 45 et 47, Vieille Levée—Marchandises choisies.

Par B. S. Sykes, à l'entrepôt de P. M. Tourné, coin Tchoupitoulas et Notre Dame—café Rio.

UN APPEL AU PEUPLE.

Il règne en ce moment dans les esprits une grande effervescence et les gens les plus calmes, incertains sur le parti à prendre, sont disposés à subir des entraînements inévitables. Les partis, si bien organisés avant l'élection, ont disparu de la scène pour faire place à des associations des divers du Sud, à des comités de vigilance, dont l'action naturelle, selon nous, besoin d'être soustraite à l'influence des passions du moment pour être régularisée et soumise à un libre examen. Nous avons été des premiers à recommander la vigilance et les précautions qu'exige notre sécurité, et n'est donc pas nous qui blâmerons les mesures de rétorsion, nous demanderons-nous contraire que des dispositions législatives leur donnent plus d'effet en les légalisant.

Quant aux droits du Sud, nous avons la prétention de les défendre avec autant de conscience que les journaux qui sont en faveur de la séparation. Nous pouvons différer sur les moyens, mais nous tendons au même but. Or c'est précisément à cause de cette divergité des opinions que nous croyons nécessaire de reconnaître à l'appel au peuple par la convocation d'une convention d'Etat et par la réunion de grands meetings populaires où les voix de nos meilleurs orateurs, les conseils de nos hommes d'état les plus sages pourront se faire entendre. Il est à désirer que le Sud puisse agir avec unanimité et qu'il y ait entente préalable entre les divers Etats, et, pour arriver à ce résultat, il importe que chaque Etat les citoyens s'entendent également et que la *majorité*, par exemple, n'ait plus une seule voix.

On a répondu, il y a quelques jours, dans la ville une Brochure par laquelle tous les citoyens sans distinction de parti sont invités à se réunir en meeting pour délibérer. Les attaques dont cette circulaire a été l'objet de la part de deux journaux de cette ville nous paraissent inméritées. La rédaction de ce document peut être imparfaite, mais le but en est louable et nous savons que l'initiative vient de citoyens honorables et que l'appel de patriotes reconnus et éprouvés ne manquera pas à ce mouvement. Nous avons reçu d'une autre honorable responsable, un sujet de ce meeting, quelques observations que nous croyons de voir soumettre à nos lecteurs. Nous ne comprendrions pas pourquoi les citoyens de la Nouvelle-Orléans, qui ont eu tant de meetings avant l'élection sans espoir de triomphe pour leurs candidats reconnus, ne tiendraient pas conseil sur les graves questions qui jour. Voici les réflexions de notre correspondant.

"La circulaire appelant un meeting conservateur a été amèrement censurée par quelques journaux, et le but de ceux qui ont fait cet appel au peuple a été, selon nous, entièrement dénaturé.

"La circulaire peut avoir été mal rédigée; on aurait pu, sans doute, éviter toute appellation vis-à-vis de ceux que l'on cherche à rallier. Mais qu'importe? Au milieu des dangers qui nous environnent, on doit s'occuper d'autre chose que d'une guerre de mots.— Est-ce à cause d'une rédaction imparfaite, qu'on doit s'opposer à un appel dont le but, autre les citoyens réunis, devrait être encouragé par les bons citoyens?

"Quant à nous, nous soutenons cet appel au peuple de toutes nos forces, parce que, d'après notre interprétation de la circulaire, nous comprenons que le meeting est convoqué pour décider sur les choyens de la Nouvelle-Orléans comment leurs droits et sont tout aussi décidé que le sont leurs concitoyens du Sud à ne pas se soumettre aux empiétements du Nord. Qu'ils ont, comme le dit la circulaire, la ferme détermination de maintenir leurs droits—dans l'Union, s'il est possible, hors de l'Union, s'il le faut.

"Mais tout décidés qu'ils sont à résister aux empiétements du Nord, à se séparer si les droits du Sud ne sont pas suffisamment garantis, ils sentent que ceux qui sont forts de leurs droits ne doivent pas se donner le tort d'agir avec une précipitation répréhensible, quand il s'agit d'aussi graves intérêts que ceux qui nous occupent.

"Doit-on détruire du fond en comble un gouvernement tel que le notre sans y avoir mûrement réfléchi? Sans avoir prévu les conséquences immédiates de cette révolution, sans savoir si une nouvelle confédération du Sud sera possible, si les Etats sécessionnaires resteront isolés, comme les petites républiques de l'Amérique du Sud, ou s'ils formeront de petites confédérations sans force et sans puissance, exposées à de plus grands dangers, peut-être, que ceux auxquels nous voulons nous soustraire.

"Les hommes qui sont fermement décidés à agir pouvant et doivent le faire avec réflexion. Ils savent qu'ils démontreront au besoin l'immense différence qui existe entre la modération et la faiblesse.

"C'est par ces motifs, sans doute, que les auteurs de la circulaire invitent leurs concitoyens à s'opposer à l'action précipitée et irréfléchie des Etats, à leur séparation hâtée de l'Union.

"Ils croient que tous les Etats du Sud doivent se consulter et s'entendre; qu'il y aurait une espèce de bâcheté à séparer notre cause de celle des Etats frontières; à les abandonner, quand elle sera plus exposée et ont plus à craindre que nous.

"Il paraissait que tous les Etats du Sud doivent unir de concert, pour soumettre les Etats du Nord de rester dans l'Union, d'après les nouveaux droits garantis, ils sentent que ceux qui sont forts de leurs droits ne doivent pas se donner le tort d'agir avec une précipitation répréhensible, quand il s'agit d'aussi graves intérêts que ceux qui nous occupent.

"Doit-on détruire du fond en comble un gouvernement tel que le notre sans y avoir mûrement réfléchi? Sans avoir prévu les conséquences immédiates de cette révolution, sans savoir si une nouvelle confédération du Sud sera possible, si les Etats sécessionnaires resteront isolés, comme les petites républiques de l'Amérique du Sud, ou s'ils formeront de petites confédérations sans force et sans puissance, exposées à de plus grands dangers, peut-être, que ceux auxquels nous voulons nous soustraire.

"Les hommes qui sont fermement décidés à agir pouvant et doivent le faire avec réflexion. Ils savent qu'ils démontreront au besoin l'immense différence qui existe entre la modération et la faiblesse.

"C'est par ces motifs, sans doute, que les auteurs de la circulaire invitent leurs concitoyens à s'opposer à l'action précipitée et irréfléchie des Etats, à leur séparation hâtée de l'Union.

"Ils croient que tous les Etats du Sud doivent se consulter et s'entendre; qu'il y aurait une espèce de l